

BULLETIN DES ARMÉES

DE LA RÉPUBLIQUE

B.D.I.C

PARAISANT CHAQUE JOUR

LA PROTESTATION DE L'ALSACE-LORRAINE EN 1871

Le vendredi 17 février 1871, à Bordeaux, dans l'Assemblée nationale qui venait d'être élue au lendemain de la guerre et à la veille des préliminaires de la paix, M. Émile Keller, nommé le premier sur la liste des députés du Haut-Rhin, monta à la tribune. M. Keller avait fait son devoir de Français en qualité de commandant de la légion d'Alsace-Lorraine et s'était brillamment comporté avec ses volontaires dans la défense du pays contre les Prussiens. Comme il s'agissait maintenant d'arracher l'Alsace et la Lorraine aux exigences du vainqueur, les représentants de ces deux régions avaient choisi pour leur porte-parole M. Keller, et ils ne pouvaient mieux choisir. J'assistais à cette séance historique comme archiviste de l'Assemblée nationale et elle est restée gravée dans ma mémoire.

M. Keller était grave et sombre. Sa taille haute et droite dominait la tribune. Son visage émacié par les privations, ses cheveux ras, son teint bronzé par le hâle des camps, ses traits mâles et sévères, son allure résolue, son uniforme usé et poudreux, tout semblait incarner en lui l'Alsace qui pour elle-même et pour sa sœur chérie, la Lorraine, venait, après une résistance acharnée, défendre ses droits devant les représentants de la France. Il lut la déclaration d'une voix lente et vibrante au milieu de l'émotion générale.

Il dit que l'Alsace et la Lorraine, associées depuis plus de deux siècles à la bonne comme à la mauvaise fortune de la France, avaient scellé de leur sang le pacte qui les rattachait à l'unité française. Tous les citoyens de ces deux provinces signifiaient à l'Allemagne et au monde leur immuable volonté de rester Français. Il conclut par ce serment que l'Alsace et la Lorraine ont tenu fidèlement depuis quarante-quatre ans : « Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement et par toutes les voies envers et contre tous les usurpateurs. »

Cette déclaration, qu'avaient signée Léon Gambetta et tous les représentants des deux provinces, souleva l'unanimité des bravos dans l'assemblée. Des larmes coulèrent, des sanglots éclatèrent, et si la nécessité cruelle d'une paix provisoire ne s'était imposée à ceux qui voulaient sauver le peu qui restait de la fortune de la France et ménager l'avenir, tous, je le jure, eussent certainement voté la continuation de la guerre. Mais M. Thiers, chef du pouvoir exécutif, puis l'amiral Jauréguerry, le général Frébault et d'autres

représentants, aussi compétents que patriotes, démontrèrent l'impossibilité pour l'instant de continuer la lutte, sous peine de voir écraser l'autre moitié de la France. Celle que M. Thiers appelait « la noble blessée » demandait elle-même à ses fils un sacrifice douloureux, avec l'espoir qu'un jour ou l'autre les deux provinces rentreraient dans le giron français. Toutefois, M. Keller ne put se résigner à ce sacrifice et il s'écria d'une voix tonnante qui fit frémir l'assemblée tout entière : « J'en appelle à Dieu, vengeur des causes justes ! J'en appelle à la postérité, qui nous jugera les uns et les autres ! J'en appelle à tous les peuples, qui ne peuvent pas se laisser vendre comme un vil bétail ; j'en appelle enfin à l'épée des gens de cœur qui, le plus tôt possible, déchireront ce détestable traité ! »

Soldats,

L'appel déchirant d'Émile Keller, parlant au nom de l'Alsace-Lorraine, a été enfin entendu.

Au nom de tous nos compatriotes, soyez-en loués et bénis à jamais !

Henri WELSCHINGER,
de l'Institut de France.

La mort d'un héros.

M. de Corbiac, capitaine commandant le 18^e chasseurs à cheval, vient d'adresser à la famille Zwiller, de Lunéville, la belle lettre qu'on va lire pour lui annoncer la mort de l'un de ses enfants :

11 août 1914.

Monsieur, j'ai le triste devoir de vous faire savoir qu'au cours d'une reconnaissance qu'il accomplissait avec son officier de peloton, M. Lafontaine, votre fils, René Zwiller, a été tué par les Prussiens. Avec un grand courage il s'était porté au galop sur une crête où il découvrait la présence de l'ennemi.

En se retirant, son cheval est tombé ; désarçonné et se voyant sur le point de tomber aux mains de l'ennemi, au lieu de s'enfuir ou de se rendre comme tous les Allemands que nous voyons tous les jours implorer le pardon des Français et jeter bas leurs armes, lui s'est mis à genoux, a tiré tant qu'il a pu sur les Allemands (50 ou 60) qui couraient sur lui. Il a été tué presque à bout portant par plusieurs de ses ennemis en même temps. Il n'a donc pas souffert et a donné sa vie en héros.

Vous serez justement fier, Monsieur, d'apprendre la mort glorieuse de votre vaillant garçon, qui honore grandement sa famille, son escadron et son régiment. Le nom de votre fils a été mis à l'ordre du régiment, de la division, et le récit de sa mort glorieuse a été lu devant les troupes assemblées. J'ai recueilli la dragonne blanche de son sabre. Il l'avait gagnée dernièrement par son habileté et son énergie à l'emploi des armes.

Je l'ai mise à mon sabre. Lorsque mes chasseurs me verront lever le sabre pour commander l'attaque, ils verront en même temps ce souvenir précieux de notre pauvre compagnon disparu, et leur ardeur se doublera du désir de le venger.

SITUATION MILITAIRE

(4 septembre 1914)

1° A notre aile gauche, l'ennemi paraît négliger Paris pour poursuivre sa tentative de mouvement débordant. Il a atteint La Ferté-sous-Jouarre, dépassé Reims et descend le long et à l'ouest de l'Argonne.

Cette manœuvre n'a pas plus atteint son but aujourd'hui que les jours précédents.

2° A notre droite (Lorraine-Vosges) on se bat toujours pied à pied avec des alternatives diverses.

3° Maubeuge, violemment bombardé, résiste avec vigueur.

Le Président de la République et le Gouvernement à Bordeaux.

A la demande de l'autorité militaire et, comme le disait le général Galliéni avec sa brève éloquence, « pour donner une impulsion nouvelle à la défense nationale », le gouvernement de la République a transporté momentanément sa résidence à Bordeaux. Le *Bulletin des Armées* a suivi le gouvernement, et à partir d'aujourd'hui, — pour un temps dont tout permet d'espérer qu'il sera court, — il sera composé à Bordeaux.

C'est jeudi que le Président de la République et tous les ministres se sont installés dans le chef-lieu du département de la Gironde, d'où le gouvernement, pour reprendre les termes mêmes de sa proclamation, « pourra rester en relation constante avec l'ensemble du pays ».

Cette mesure, commandée par la situation, qui n'est nullement inquiétante, laisse à nos armées, qui n'ont subi aucune défaite, qui sont intactes, dont les pertes sont réparées immédiatement par les envois des dépôts, la liberté complète de leurs mouvements.

Elle est, en outre, une simple mesure de précaution qu'il importait de prendre sans attendre que des événements, que nul ne peut prévoir, la rendissent nécessaire dans des conditions de rapidité qui eussent peut-être inquiété le pays. Elle est un acte réfléchi, raisonné, conforme à l'intérêt véritable de la patrie. Elle doit donc recevoir l'approbation de tous les Français qui ont la conviction profonde que tous les actes accomplis par les hommes qui ont la lourde charge du pouvoir dans les circonstances actuelles, et par les généraux en les mains desquels nous avons remis le sort de la France tendent d'un commun accord à augmenter nos chances certaines de vaincre et à rapprocher l'heure de la victoire finale.

La nouvelle de l'arrivée à Bordeaux du gouvernement de la République s'était rapidement répandue, et quand arriva, jeudi à midi, le premier train, parti de Paris la veille au soir, dans lequel avaient pris place le Président de la République, M^{me} Poincaré et tous les ministres, la foule était grande sur le parcours de la gare à la préfecture.

cement à cette prescription rigoureuse. Mais plus nous approchions du coq d'or, plus je sentais croître la difficulté de ce pénible renoncement. Cependant, comme beaucoup de vieux zouaves avaient appuyé l'avis de notre chef par des anecdotes multiples et personnelles, j'avais fini par me promettre formellement à moi-même ce que je n'avais, somme toute, qu'implicitement promis au commandant. Non ! je ne satisfais pas ma soif.

Le régiment arrive à l'entrée du bourg.

Au premier puits, je fais bonne contenance et détourne résolument la tête. A parler franc, ce premier sacrifice ne fut pas très méritoire ; j'avais remarqué, d'un coup d'œil, qu'il n'y avait pas de seau après la chaîne. Mais un peu plus loin, une fontaine, une belle fontaine, s'offre à moi avec une grande roue à volant dont le manche était justement tourné de mon côté. Son lion vert ouvrait une gueule amie, prête à me verser une eau abondante. Un tour de main et la source de délices jaillissait d'elle-même.

Mon supplice de Tantale dura peu, non pas que l'eau s'approchât de mes lèvres, ce furent mes lèvres que j'approchai de l'eau. Je m'étais donné à moi-même cette hypocrite et spécieuse excuse : « Je ne satisfais pas ma soif, je l'apaiserai. »

Je savais pourtant bien, par expérience personnelle et pour d'autres tentations, que qui commence par succomber un peu finit par succomber tout à fait. Mais le démon de la soif occupe évidemment un rang supérieur dans les hiérarchies infernales.

Bref, je n'y tiens plus, je me faufile de rang en rang jusqu'à la queue du bataillon, cours jusqu'à la roue, lui communique une vigoureuse impulsion et me voilà mordant à même la colonne de cristal qui sort fraîche et pure de la gueule du lion vert. Une deuxième impulsion succède à la première, puis une troisième, puis une quatrième. Je n'apaise plus ma soif, je ne la satisfais plus, je l'étanche, je l'abreuve, je la noie dans un torrent exquis et que je qualifiais de bien-faisant.

Ohimè povero! Mon temps était proche et les prophéties devaient s'accomplir.

Je n'avais pas rejoint ma compagnie depuis un quart d'heure que la sueur me ruisselait par tout le corps. Non seulement adieu les jambes ! mais adieu les bras et les reins ! Adieu l'entrain et l'endurance !

Paul DÉROULEDE.

POUR LES FAMILLES DES SOLDATS.

Ravitaillement et hygiène. — La Commission supérieure chargée d'étudier au Ministère de l'intérieur les questions de ravitaillement, de chômage, d'assistance, d'hygiène, etc., s'est réunie sous la présidence de M. Léon Bourgeois.

Elle a reçu communication des réponses faites par le ministre des Finances sur les différents points qu'elle lui avait précédemment soumis, notamment ceux des échéances, des baux et des congés.

Sur la demande de M. Georges Berry, parlant au nom des représentants du département de la Seine, elle a recueilli avec une grande satisfaction sur la question spéciale du ravitaillement du camp retranché de Paris les explications de M. Chapsal.

Celui-ci a fait connaître les mesures prises par la Commission mixte chargée de ce service, sous les ordres du gouvernement militaire.

De nombreuses offres de concours ont été adressées ces derniers jours à la Commission. Celle-ci a décidé de les transmettre aussitôt aux différentes administrations compétentes.

Les listes des prisonniers — Le comité international de la Croix-Rouge a ouvert à Genève une agence des prisonniers de guerre, destinée à fournir des renseignements aux prisonniers et à leurs familles. L'agence s'occupera des prisonniers de guerre blessés ou non, des personnes internées sur le territoire d'un État belligérant, fournira à ces deux catégories des renseignements, et transmettra sur demande la correspondance et les envois en argent et en nature.

A cet effet, le comité international a demandé par télégraphe à tous les comités centraux de la Croix-Rouge des États belligérants de lui fournir dans le plus bref délai leurs listes de prisonniers et internés.

L'agence recevra avec reconnaissance les dons en nature et en argent en faveur des prisonniers de guerre blessés ou malades.

Initiatives privées. — De toutes les régions de France les informations recueillies attestent que l'administration et l'initiative privée rivalisent de zèle et de dévouement pour assurer aux familles des soldats indépendamment des allocations réglementaires, tous les secours que pourraient nécessiter les conditions particulières.

D'autre part, les renseignements les plus favorables nous arrivent sur l'état des récoltes. Un effort méthodique, considérable est fait par ceux qui restent, dans un esprit d'admirable solidarité, en vue d'assurer la continuité des travaux et de la vie économique de la nation sous les armes.

LES FAUVES

Durant qu'en toute la Belgique,
Corps, cœurs, tout est un peu meurtri,
Dans le Jardin zoologique
Tout est doux, et tiède, et fleuri;

Le tigre n'a rien de tragique :
Il va, vient, sans pousser un cri ;
Le lion rêve, nostalgique ;
L'ourson danse et l'hyène rit ;

Et, chez eux, parfois je me sauve
De l'Homme barbare : le Fauve
Semble avoir plus d'Humanité ;

Et je trouve injuste, et j'enrage
De voir les carnassiers en cage
Quand Guillaume est en liberté !

Théodore BOTREL.

REVUE DE LA PRESSE

L'Écho de Paris :

« En prenant la décision de transférer son siège en province, le gouvernement obéit à des nécessités d'ordre purement militaire. »

« Pour assurer en effet le développement des opérations dont le camp retranché de Paris va être le pivot il lui était indispensable, par la mesure précitée, d'assurer sa pleine et entière liberté d'action. »

« Le camp retranché doit, selon les circonstances, servir de point d'appui soit à l'aile gauche, soit à l'aile droite, selon les mouvements qui pourront être jugés utiles. »

L'Action Française :

« Le gouvernement de la République quitte Paris devant la probabilité d'incurSIONS allemandes dans les environs de la capitale. Un gouvernement quel qu'il soit ne peut délibérer, commander, ni traiter, qu'en possession de la plénitude de ses pouvoirs. »

Le Petit Journal :

« La résistance des troupes belges, anglaises et françaises tient en échec depuis un mois les forces allemandes, qui n'avancent que pas à pas, au prix de sacrifices qui les épuisent et après lesquels l'armée du kaiser Guillaume viendra se briser sur Paris, comme la vague sur les roches. »

« A supposer même qu'elle puisse atteindre ce but, et qu'elle ne soit pas repoussée avant d'avoir aperçu les tours de Notre-Dame, — et pendant qu'elle s'épuise en efforts condamnés à rester stériles, l'écho lui apporte du lointain le bruit du canon russe qui tonne déjà en Prusse et du galop des chevaux cosaques foulant la terre allemande. »

La Liberté du Sud-Ouest :

« Ce n'est donc plus sur des ruines, comme en 70 et en 71, que le gouvernement vient siéger ici. »

« Il vient pour diriger plus sûrement et à l'abri des inévitables surprises, une résistance qui ne peut se dénouer que par l'écrasement de nos ennemis et par la triomphe de la liberté des peuples. »

« Accueillons-le donc avec toute la confiance que nous devons avoir en lui et en nous-mêmes. »

The New York Herald :

« Voici le plus dur moment d'épreuve pour le peuple français : Paris, le cœur du pays est directement menacé. Les armées alliées, qui n'ont pas un instant cessé de montrer un courage et un entrain merveilleux, s'efforcent de contenir et de repousser le flot de l'envahisseur affolé : il s'agit de tenir quelques jours encore, de tenir quand même, tandis que le secours s'avance du Nord. »

« Certains peuples furent jadis les sentinelles gardiennes des pays cultivés contre l'apreté du sauvage lâche. Ces peuples ont préservé ce qu'il y a de plus beau dans les couvres de la science et de l'art. A présent, la Belgique, l'Angleterre et la France font une héroïque croisade contre l'éternel ennemi de la tradition latine, et tandis qu'elles tiennent la bête en respect, voici venir le grand veneur avec ses meutes, et les fanfares de l'hallali, sonné à Berlin réjouiront tous ceux qui auront aidé à traquer le fauve. »

La Petite Gironde :

« On ne saurait trop le répéter, l'armée allemande du Nord fait une tentative désespérée pour impressionner les populations. Le kaiser et ses conseillers espèrent créer dans notre pays une panique en présence de laquelle le gouvernement se déciderait à traiter. C'est dire que l'échec de leur plan dépend avant tout du calme et de la fermeté de l'opinion publique. »

L'Humanité :

« Si le kaiser croit que la France est vaincue parce que ses armées sont sous les murs de Paris, il se trompe et de beaucoup ! Jamais peut-être les Français n'ont été si unis par une pensée commune de défense nationale, et jamais sûrement il n'y a eu un tel désir de vaincre dans le peuple ! Et « la capitale investie », « la capitale assiégée », « la capitale prise », ne les émeut et ne les inquiète pas. Les armées sont intactes ; nos troupes sont aguerries, et la confiance règne complètement dans leurs rangs. Quand, à la voix des commissaires de la nation, la masse laborieuse du pays se lèvera enthousiaste et résolue, décidée à faire son devoir jusqu'au bout, l'empereur de la « plus grande Allemagne » comprendra qu'on ne bat pas la France aussi facilement qu'il le croit. »

Le Petit Parisien :

« Le camp retranché de Paris va devenir pour quelque temps un pivot de manœuvres. Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait pas y demeurer. Il a quitté Paris momentanément pour se conformer aux conseils de l'autorité militaire. »

La France de Bordeaux :

« A outrance, cela veut dire que nous ne nous laisserons émouvoir par aucune menace, que nos âmes demeureront inaccessible à la crainte, au doute ; que nous lutterons, intrépides, jusqu'au jour certain de la victoire, et que nous ne consentirons à entendre parler de paix que lorsqu'il n'y aura plus que des cadavres allemands sur la terre française ! »

» Vive la revanche !... »